

AGENCE DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

Avis d'Appel d'Offres National Restreint N°21/AONR/ARMP/CPIM/2022 du 20 juin 2022 pour le recrutement d'un cabinet de consultants en vue de l'élaboration de la politique d'archivage à l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

Financement : BUDGET ARMP EXERCICE 2022

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans l'optique de mettre en place un système d'archivage normalisé, le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics lance pour le compte de sa structure, un Appel d'Offres National Restreint pour le recrutement d'un Cabinet de Consultants en vue de l'élaboration de la politique d'archivage.

Le présent appel d'offres national restreint fait suite à la sollicitation à manifestation d'intérêt N°001/ASMI/ARMP/2020 du 1^{er} avril 2020 publié le 1^{er} avril 2020 dans le Journal des Marchés Publics.

2. Consistance des prestations

Les prestations à fournir dans le cadre du présent projet se déclinent en trois (03) grands volets, notamment :

1-L'élaboration des outils de gestion des archives inexistantes

- Plan de classement
- Procédure de tri
- Vocabulaire métier (Thésaurus)

2-L'actualisation des outils de gestion des archives existants

- Cadre de classement
- Calendrier de conservation
- Procédure de reversement
- Procédure de traitement
- Procédure de conservation
- Procédure de communication
- Procédure d'élimination

3- La formation des personnels en charge de la gestion des archives (10) à l'utilisation desdits outils .

3. Délais d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres national restreint est de quatre (04) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

4. Allotissement

Les prestations ne sont pas subdivisées en lots.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue du rapport d'études sur la modernisation des

archives de l'ARMP est de **45 000 000 F cfa** (Quarante cinq millions de Francs cfa).

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres restreint est ouverte aux candidats préqualifiés figurant sur la liste restreinte ci-après, il s'agit de :

N°	Noms des candidats pré-qualifiés	Adresses
1.	ETS AFRO-SERVICE	B.P 13783 Yaoundé Tel : 6 76 78 05 60
2.	EMC ENGINEERING	BP 13998 Yaoundé Tel : 6 99 93 38 84
3	AFREETECH	BP 35107 Yaoundé Tel : 242 68 56 77
4	KAIROS	BP 5595 Yaoundé Tel : 6 77 02 05 60

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de l'exercice 2022 de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

8. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un établissement bancaire ou organisme financier autorisé à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, valable pendant **trente (30) jours** au-delà de la date limite de validité des offres, d'un montant de **neuf cent milles (900 000) Francs CFA**.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres en version physique peut être consulté aux heures ouvrables au service des marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, sis au 4^{ème} étage de l'immeuble siège à Yaoundé et la version numérique sur la plateforme PRIDESOFT, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'appel d'offres restreint peut être obtenu au service des marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics sis au 4^{ème} étage de l'immeuble siège, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **60 000 f cfa** (soixante mille francs) dans le compte intitulé «*Compte d'Affectation Spécial CAS-ARMP*» ouvert dans les Agences BICEC : Agence Centrale Douala « 33598800001-89. » ; Yaoundé « 33598860001-94 ».

11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les autres pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Gouverneur, préfet, sous préfet.....) conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou compagnie d'assurances agréée par le Ministère chargé des Finances.

12. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 19 juillet 2022 à 13 heures par la Commission interne de Passation des Marchés de l'ARMP dans la salle de réunion du 2^{ème} étage de l'immeuble siège de l'ARMP.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 80 points sur 100 (80/100).

13. Critères d'évaluation

13.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires ci-après sont valables autant pour l'évaluation du dossier administratif que pour l'évaluation des offres techniques et financières.

Il s'agit :

- A. Dossier administratif incomplet ou non-conformité des pièces après un délai de 48h
- B. Absence de la caution de soumission dans le dossier administratif à l'ouverture des plis
- C. Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés publics au Cameroun
- D. Pièces falsifiées ou fausse déclaration
- E. Omission de renseigner un prix unitaire quantifié dans l'offre financière (soumission, BPU, DQE et SDPU) ;
- F. Pièce non conforme aux prescriptions du DAO, falsifiée ou scannée (La CIPM se réserve le droit de procéder à l'authentification de tout document présentant un caractère douteux)
- G. Présence des informations sur le montant de l'offre financière dans l'offre administrative et/ou technique
- H. Note technique inférieure à 80 points sur 100 des critères essentiels.

13.2 Critères essentiels

- A. –Présentation de l'offre /03
- B. – Méthodologie, plan de travail et calendrier d'intervention des personnels clés /17
- C. – Référence du cabinet /20
- D. –Personnels clés /50
- E. –Matériel /10

Seules les soumissions dont les propositions techniques justifient d'une note supérieure ou égale à quatre vingts points sur cent (80/100) seront éligibles à l'analyse des offres financières.

Notes au Maître d'Ouvrage : il appartient au Maître d'ouvrage de spécifier les critères essentiels et ceux éliminatoires. Étant entendu que un critère ne peut à la fois être éliminatoire et essentiel.

14. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

La note globale finale **N** sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci après :

$$N = \frac{80 \times \text{Note technique (Nt)} + 20 \times \text{Note financière (Nf)}}{100}$$

La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante :

Soit **Fm** le montant de la proposition la moins disante, sa note financière sera prise, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante sera obtenue par la formule :

$$Nf = \frac{100\% \times Fm}{F}$$

Fm = le montant de la proposition la moins disante.

F = le montant de la proposition considérée.

Le soumissionnaire ayant la note finale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du marché par le Maître d'Ouvrage.

15. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont la note finale est celle la plus élevée.

16. Durée de validité des offres

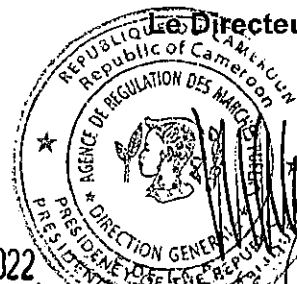
Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables (7h30-15h30) au service des marchés sis au 4^{ème} étage porte 6039 de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, Tel : 242 20 18 03 / 242 20 00 08 servicedesmarchés@armp.cm

Copies :

- JDM
- Président CIPM
- Affichage
- MINMAP



Le Directeur Général

20 JUIN 2022

Joseph Ngo

AGENCE DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

**Restricted National Invitation to Tender No 21./AONR/ARMP/CPIM/2022 of 20 June 2022
for the recruitment of a consultancy firm to draft the archiving policy of the Public
Contracts Regulatory Agency.**

Financing: ARMP BUDGET - 2022 FINANCIAL YEAR

1. Subject of the invitation to tender

With a view to putting in place a standardised archiving system, the Director General of the Public Contracts Regulatory Agency hereby launches on behalf of his structure, a Restricted National Invitation to Tender for the recruitment of a consultancy firm to draft the archiving policy.

This restricted national invitation to tender follows the call for expression of interest No. 001/ASMI/ARMP/2020 of 1 April 2020 published on 1 April 2020 in the Public Contracts Journal.

2. Description of services

The services to be provided within the framework of this project are divided into three (3) main components:

1-Drafting of non-existent archive management tools

- Classification plan
- Sorting procedure
- Specialised vocabulary (Thesaurus)

2-Updating of existent archive management tools

- Classification framework
- Conservation calendar
- Deposit procedure
- Processing procedure
- Conservation procedure
- Communication procedure
- Disposal procedure

3- Training of staff in charge of archive management (10) in the use of these tools.

3. Execution deadline

The maximum period provided for by the project owner for the execution of the services covered by this restricted national invitation to tender is four (4) months from the date of notification of the administrative order for the start of the services.

4. Allotment

The services are not subdivided into lots.

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation following the study report on the modernisation of the Agency's archives is **CFAF 45,000,000 (Forty-five million CFA francs)**.

6. Participation and origin

Participation in this restricted invitation to tender is open to the pre-qualified candidates short-listed as follows:

No.	Names of pre-qualified candidate	Addresses
1.	ETS AFRO-SERVICE	PO BOX 13783 Yaounde Tel.: 6 76 78 05 60
2.	EMC ENGINEERING	PO BOX 13998 Yaounde Tel.: 6 99 93 38 84
3	AFREETECH	PO BOX 35107 Yaounde Tel.: 242 68 56 77
4	KAIROS	PO BOX 5595 Yaounde Tel.: 6 77 02 05 60

7. Financing:

The services covered by this invitation to tender are financed by the 2022 budget of the Public Contracts Regulatory Agency.

8. Bid bond

Each bidder shall attach to his/her administrative documents, a bid bond issued by a banking establishment or a financial institution authorised to issue bonds in connection with public contracts, the list of which is found in document No. 12 of the tender file, valid for **thirty (30)** days beyond the bid validity date, amounting to **nine hundred thousand (900,000) CFA francs**.

9. Consultation of the Tender File

The physical version of the tender file may be consulted during working hours at the Contracts Service of the Public Contracts Regulatory Agency, located on the 4th floor of the head office building in Yaounde and the digital version on the PRIDESOFT platform as soon as this notice is published.

10. Acquisition of the Tender File

The Tender file of this restricted invitation to tender can be obtained from the Contracts Service of the Public Contracts Regulatory Agency located on the 4th floor of the head office building, as soon as this notice is published, against payment of a non-refundable sum of CFAF 60,000 (sixty thousand CFA francs) into the *Special Account (CAS-ARMP)* opened in the following BICEC Branches: Douala Central branch "33598800001-89"; Yaounde "33598860001-94".

11. Admissibility of bids

Under penalty of rejection, the other administrative documents required must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority (Governor, Senior Divisional Officer, Divisional Officer...) in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender.

They must not be older than three (3) months before the original deadline for bids submission or must have been established after the signing of the tender notice.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the tender file shall be rejected, in particular the absence of a bid bond issued by a first rate bank or insurance company approved by the Ministry of Finance.

12. Opening of bids

Bids shall be opened in two phases: administrative and technical offers shall be opened first, followed by the financial offers of the bidders who obtained the minimum technical score

required.

Administrative, technical and financial offers shall be opened on 19 July 2022 at 1 p.m. by the Internal Tenders Board of the Public Contracts Regulatory Agency, in the meeting room located on the 2nd floor of the head office building.

Only bidders may attend or be duly represented by a person of their choice. The analysis of financial offers shall take place at the end of the technical analysis and will concern only bidders who have obtained a minimum score of 80 points on 100 (80/100).

13. Evaluation Criteria

13.1 Eliminary criteria

The following eliminary criteria are applicable for the evaluation of the administrative documents as well as for the evaluation of the technical and financial offers.

These are:

- A. Incomplete administrative file or non-compliant document after the bidder was granted a deadline of 48 hours.
- B. Absence of the bid bond in the administrative file at the opening of bids.
- C. Absence of a sworn statement that the bidder has not abandoned public contracts in Cameroon.
- D. Falsified documents or false declaration.
- E. Absence of quantified unit price in the financial offer (Bid, SUP, BQE and SDUP).
- F. Document not complying with the provisions of the TF, falsified or scanned (The ITB reserves the right to authenticate any doubtful document).
- G. Presence of information on the amount of the financial offer in the administrative and/or technical offer.
- H. Technical score below 80 points on 100 of the essential criteria.

13.2 Essential criteria

- | | |
|--|-----|
| A. – Presentation of the bid | /03 |
| B. – Methodology, work plan and timing of intervention for key personnel | /17 |
| C. – Firm reference | /20 |
| D. – Key personnel | /50 |
| E. – Equipment | /10 |

Only bids whose technical proposals score at least eighty points on one hundred (80/100) will be eligible for the analysis of financial bids.

For the attention of Project Owners: It is the Project Owner's responsibility to specify the essential and eliminary criteria, given that a criterion cannot be both eliminary and essential.

14. Method of selection of the Consultant

The consultant shall be selected by the cost-quality selection method, in accordance with the procedures described in this TF. The final overall score N will be calculated by weighted combination of the technical and financial scores according to the following formula:

$$N = \frac{80 \times \text{Technical score (Nt)} + 20 \times \text{Financial score (Nf)}}{100}$$

The financial score (Nf) is obtained as follows:

If **Fm** is the amount of the lowest proposal, its financial score will be taken as 100 points. The scores of the other bidders calculated from the financial score of the lowest proposal will be obtained using the formula:

$$Nf = \frac{100\% \times Fm}{F}$$

Fm = amount of the lowest proposal.

F = amount of the proposal under consideration.

The bidder with the highest final score will be declared successful by the Project Owner.

15. Award

The Project Owner will award the contract to the bidder whose bid is found to be substantially compliant with the technical and financial criteria required to perform the contract satisfactorily and whose final score is the highest.

16. Validity of bids

Bidders shall remain bound by their offers for a period of ninety (90) days from the deadline for the submission of bids.

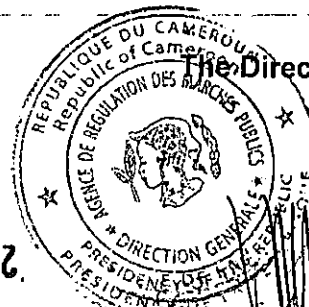
17. Further Information

Additional information may be obtained during working hours (from 7.30 a.m. to 3.30 p.m.) from the Contracts Service located on the 4th floor, room 6039 of the ARMP head office building, Tel.: 242 20 18 03 / 242 20 00 08 servicedesmarchés@armp.cm

Copies:

- JDM
- Chairperson of ITB
- Notice board
- MINMAP

20 JUN 2022



The Director General

Joseph Njongo